CAP international

Coalition pour l'Abolition de la Prostitution

CAP INTL

Coalition | Abolition | Prostitution

Coalition pour l'Abolition de la Prostitution

Présentation

CAP international

La Coalition pour l'Abolition de la Prostitution (CAP international) a été lancée le 1er octobre 2013. Unique dans le monde par sa nature et ses objectifs, notre coalition fédère quatorze associations nationales présentes sur le terrain et dans le débat public.

CAP international et ses membres agissent en soutien de toutes les personnes prostituées (femmes, hommes et enfants) et en opposition au système prostitutionnel qui exploite leurs précarités et vulnérabilités.

Nos objectifs

L'objectif de CAP international est de contribuer à l'adoption et à la mise en œuvre de législations et politiques publiques abolitionnistes au niveau national, continental et international. Pour atteindre cet objectif, CAP international met en œuvre deux priorités d'actions :

- Renforcer les capacités d'actions de tous ses membres dans leurs mobilisations respectives.
- Coordonner des actions de plaidoyer communes visant à accroître l'impact collectif de ses membres.

CAP international et ses membres militent pour l'adoption de politiques publiques basées sur les cinq principes suivants :

- La dépénalisation des personnes prostituées ;
- La protection, le soutien et des alternatives pour toutes les personnes prostituées ;
- La fin de l'impunité pour les trafiquants, les proxénètes et les acheteurs de sexe ;
- La pénalisation de l'achat d'un acte sexuel ;
- La formation des professionnels, et des mesures de prévention pour les jeunes.

Nos quatre campagnes stratégiques

- Le système prostitutionnel viole **les droits humains** : pour l'élimination de l'exploitation de la prostitution d'autrui !
- La prostitution est une forme d'exploitation sexuelle, pas un "travail du sexe" : mobilisons **les syndicats contre l'exploitation sexuelle !**
- Le système prostitutionnel exploite **les groupes les plus vulnérables :** avec les groupes les plus discriminés, contre l'exploitation prostitutionnelle !
- Le système prostitutionnel est à l'opposé de ce que nous voulons pour nos sociétés : mobilisons **les Parlementaires pour l'Abolition de la Prostitution !**

Politique d'adhésion et de partenariat

L'adhésion à CAP international est ouverte à toute association de terrain travaillant en soutien aux personnes prostituées et combattant l'exploitation de la prostitution d'autrui. À ce jour la Coalition pour l'Abolition de la Prostitution rassemble quatorze associations et a vocation à inclure d'autres membres de tous les continents.

Au-delà de son réseau propre, CAP international souhaite établir des partenariats avec l'ensemble des associations abolitionnistes et féministes et avec toute autre structure soutenant l'abolition universelle de la prostitution.

Premiers membres

- Apne Aap (Inde)
- Breaking Free (États-Unis)
- Embrace Dignity (Afrique du Sud)
- Fier / CKM (Pays-Bas)
- Fondation Scelles (France)
- KAFA (Liban)
- La CLES (Canada)
- KFUKs Sociale Arbejde (Danemark)
- Malos Tratos (Espagne)
- Marta Center (Lettonie)
- Mouvement du Nid (France)
- Reden (Danemark)
- Ruhama (Irlande)
- Solwodi (Allemagne)

Partenaires stratégiques

- Coalition Against Trafficking in Women (CATW)
- Lobby Européen des Femmes (LEF)
- Equality Now
- SPACE international

Bureau international

Présidente : **Sarah Benson**
représentant Ruhama

Secrétaire général : **Philippe Scelles**
représentant Fondation Scelles

Secrétaire générale : **Claire Quidet**
représentant Mouvement du Nid

Secrétaire générale : **Diane Matte**
représentant La CLES

Trésorier : **Yves Scelles**

Vice Présidente : **Helle Jarlmose**
représentant KFUKs Sociale Arbejde

Vice Présidente : **Ruchira Gupta**
représentant Apne aap

Vice Présidente : **Asuncion Miura**
représentant Comision Malos Tratos

Vice Présidente : **Lea Ackermann**
représentant Solwodi

Secrétariat international

Délégué général : **Grégoire Théry**

Notre analyse et nos recommandations

Le système prostitutionnel constitue

une violence

- Une grande majorité des personnes prostituées ont subi des violences, souvent sexuelles, avant d'entrer dans la prostitution.
- Ces violences perdurent pendant la prostitution (insultes, agressions, viols).
- La répétition d'actes sexuels non désirés, car imposés par l'argent et la précarité, constitue en soi une violence sexuelle.

une exploitation des inégalites

- La prostitution s'inscrit dans la longue tradition patriarcale de mise à disposition du corps des femmes au profit des hommes (droit de cuissage, viol, devoir conjugual…).
- La prostitution exploite toutes les formes d'inégalités : des riches sur les pauvres, des hommes sur les femmes, du Nord sur le Sud, des groupes majoritaires sur les minorités.
- Partout dans le monde, les femmes autochtones, migrantes, issues des basses castes ou des groupes discriminés sont sur-représentées dans l'exploitation de la prostitution.

une atteinte à la dignité de la personne

- En plaçant le corps humain et la sexualité dans le champ du marché, la prostitution renforce l'objectification des femmes et de leur corps et porte atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes prostituées.
- La prostitution renforce la domination des hommes sur les femmes et notamment le sentiment de disponibilité et d'accessibilité du corps des femmes que l'on retrouve dans le viol, le harcèlement sexuel et les violences conjugales.

une violation des droits humains

- La Convention des Nations Unies du 2 décembre 1949, approuvée par son Assemblée générale affirme dès son préambule que *« la prostitution et le mal qui l'accompagne, à savoir la traite des êtres huamins, sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine »*.
- La prostitution est en effet incompatible avec avec les articles 3 et 5 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme qui affirment que *« tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne »* et que *« nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants »*.
- Enfin, le système prostitutionnel est incompatible avec les articles 3 et 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui dispose que « *tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne »* et que « *nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants »*.

Ce que nous demandons

CAP international milite pour l'adoption de législations et politiques publiques qui garantissent :

- la suppression des mesures répressives à l'encontre des personnes prostituée ;
- la condamnation de toutes les formes de proxénétisme ;
- le développement d'alternatives réelles et de programmes de sortie de la prostitution ;
- l'interdiction de tout achat d'un acte sexuel ;
- la mise en en place de politiques de prévention, d'éducation à l'égalité et à la sexualité ;
- le développement de politiques de prévention dans les pays d'origine des personnes prostituées.

Nos actions et nos réalisations

Octobre 2013 – Bruxelles – Union Européenne

Neuf associations de terrain (Canada, Danemark, France, Allemagne, Inde, Irlande et Espagne) lancent la Coalition pour l'Abolition de la Prostitution. CAP international est fondée en marge d'une manifestation publique organisée conjointement avec le Lobby européen des femmes, à la représentation permanente de la Suède auprès de l'UE à Bruxelles. Les membres fondateurs élisent leur premier Bureau International.

Octobre 2013 – Bruxelles et Paris

Première tournée de plaidoyer en Europe au service de notre association membre indienne, Apne Aap. CAP International organise des rencontres stratégiques avec des membres du Parlement Européen et des diplomates à Bruxelles. La ministre Française des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, reçoit la délégation de CAP International. Ce plaidoyer facilitera le soutien politique et financier d'Apne Aap en Inde.

Décembre 2013 – Bruxelles – Union Européenne

CAP International et plusieurs de ses membres sont représentés à la Plate-forme de la Société Civile européenne contre la traite des êtres humains. Nous coordonnons efforts et contributions à toutes les sessions de la plate-forme de la société civile et faisons régulièrement des propositions pour renforcer l'efficacité de la politique européenne de lutte contre la traite.

Janvier 2014 – Bruxelles – Union Européenne

CAP International et ses membres écrivent aux membres de la Commission pour les Droits des Femmes du Parlement Européen afin de les inciter à adopter le rapport et la résolution Honeyball. Le directeur exécutif de CAP International est invité à une audition en présence des député.e.s. L'historique «résolution Honeyball» est adoptée par le Parlement Européen en Février 2014. Elle encourage les États membres à dépénaliser les personnes prostituées et à pénaliser les acheteurs de sexe.

Mars 2014 – New-York – CSW 58

CAP International co-organise son premier "Side Event" à New-York, à l'occasion de la 58ème Conférence des Nations Unies sur le Statut des Femmes. Sont présentes à cette occasion les ministres suédoise et française pour les Droits des Femmes, qui expriment leur soutien à nos recommandations auprès de l'ONU.

Mars 2014 – New-York

Première réunion stratégique du réseau abolitionniste international à New-York. CAP International invite ses partenaires stratégiques à une réunion de coordination : la Coalition contre la Traite des Femmes (CATW), Equality Now, le Lobby Européen des Femmes (LEF), ainsi que SPACE International.

Juin 2014 – Montréal et Ottawa

Sur invitation de son association membre canadienne, La CLES, CAP International rend visite aux membres du Gouvernement canadien ainsi qu'aux membres du Parlement. La délégation est reçue par le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur ainsi que bon nombre de député.e.s. Grâce à la mobilisation de La CLES et de ses partenaires, le Canada adopte une loi abolitionniste et progressiste sur la prostitution en décembre 2014.

Novembre 2014 – Paris

CAP International organise son premier Congrès Abolitionniste International à Paris. Plus de 200 délégué.e.s de 24 pays sont présent.e.s. Décideurs, survivantes de la prostitution, représentant.e.s des communautés autochtones et discriminées, ONG et syndicats dénoncent l'exploitation des groupes les plus vulnérables à des fins de prostitution et d'exploitation sexuelle. Sept parlementaires de cinq pays s'unissent pour lancer un Appel des Parlementaires pour l'abolition de la prostitution. Cinq nouveaux pays rejoignent CAP : Lettonie, Liban, Afrique du Sud, Pays-Bas et États-Unis.

Mars 2015 – New-York – CSW 59

À l'occasion de son second événement public organisé à New-York, CAP International lance un réseau de 212 parlementaires issus de onze pays, appellant à l'abolition universelle de la prostitution. Les gouvernements suédois et français co-sponsorent notre événement, qui souligne que la prostitution est une violation des droits humains.

Août 2015 – Dublin

CAP International et ses membres exhortent Amnesty International à protéger les droits des personnes prostituées, et non ceux des proxénètes et des acheteurs de sexe. Malgré le soutien fort de plusieurs sections nationales d'Amnesty International, l'organisation de défense des droits humains reste divisée et vote une résolution qui ouvre la porte à une impunité totale pour les proxénètes et les acheteurs de sexe.

Octobre 2015 – Madrid

À l'invitation de son organisation membre espagnole, Comisión para la Investigación de Malos Tratos a Mujeres, CAP International co-organise un événement public majeur à Madrid. Cet événement permet de mobiliser directement les signataires espagnols de notre Appel des Parlementaires pour l'Abolition de la Prostitution et génère une forte couverture médiatique.

Février 2016 – Paris

CAP International organise le premier programme de plaidoyer à Paris et à Bruxelles de Nadia Murad Basee Taha, survivante Yézidie de l'esclavage sexuel par Daesh et nominée pour le Prix Nobel de la Paix 2016. CAP international facilite plus de 20 rendez-vous de haut niveau avec des ministres, député.e.s et sénateur.ice.s, et médias.

Notre réseau

APNE AAP (Inde)

Apne Aap Women Worldwide est une association indienne qui intervient dans les établissements et sur les lieux de prostitution, les quartiers rouges et les ghettos de castes du Bihar, de Delhi et du Bengale occidental, dans lesquels des groups autochtones sont piégés dans la prostitution de génération en génération. Basée sur les principes Gandhiens de non-violence et de promotion des plus vulnérables, Apne Aap vise à offrir aux filles les plus marginalisées un accès à la sécurité physique, à l'éducation, à l'estime de soi, à la protection sociale de l'Etat, au logement, aux soins de santé, à la protection juridique et à des cercles locaux de solidarité et d'amitié. Apne Aap est déjà intervenue auprès de 20 000 personnes prostituées et a fait condamner 66 proxénètes. Elle a aussi joué un rôle déterminant dans l'adoption de la première loi de lutte contre la traite des êtres humains. Notre association a été fondée il y a 14 ans par la journaliste Ruchira Gupta et 22 femmes prostituées autour d'un rêve commun d'un monde où plus aucune femme ne serait ni achetée ni vendue.

Breaking Free (États-Unis)

Breaking Free est une association créée en 1996 et agissant en soutien des femmes touchées par les systèmes d'abus sexuels, d'exploitation et de prostitution. Fondée par Vednita Carter, survivante de l'exploitation sexuelle, Breaking Free aide chaque année plus de 500 femmes à échapper au système prostitutionnel et à l'exploitation sexuelle grâce à son travail de plaidoyer, de soutien social, d'hébergement et de formation. L'association est basée à St. Paul, Minnesota, et a une branche à Minneapolis. La porte de Breaking Free est ouverte à toutes les femmes issues du Minnesota et des Etats Unis.

Embrace Dignity (Afrique du Sud)

Embrace Dignity est une association de terrain et de plaidoyer sud-africaine fondée en 2011. L'Afrique du Sud est frappée par un niveau dramatique de violences contre les femmes (viols, agressions sexuelles, inceste et violence domestique) dans un contexte de taux de prévalence du SIDA très élevé, d'inégalités économiques et de chômage. Nous nous tenons aux côtés des victimes exposées à la prostitution en raison de leur situation économique et sociale et soutenons leur sortie

de prostitution. Embrace Dignity a conçu, et coordonne, un programme de sortie de la prostitution. Notre association milite aussi pour l'adoption d'une législation ciblant la demande et sensibilise l'opinion publique grâce à des interventions publiques et des partenariats locaux.

Fier/CKM (Pays-Bas)

Le Centre de lutte contre la traite des êtres humains et des enfants (CKM) est un programme de l'association Fier, venant en aide aux victimes de la traite des êtres humains à 'échelle nationale et internationale. Avec des bureaux à Leeuwarden et à De Bilt, CKM met en place des actions de soutien social, de recherche et de plaidoyer. CKM a une connaissance fine du monde la traite des êtres humains et des enfants. CKM tire son expertise du soutien direct que l'association apporte aux victimes. À Leeuwarden, CKM offre un refuge et un soutien social aux victimes étrangères de la traite des êtres humains. Au sein du "Veilige Veste" (« Refuge sécurisé »), CKM offre une protection aux victimes néerlandaises. Nos équipes sont les premiers témoins de l'injustice, des traumatismes et de la souffrance des victimes. C'est pourquoi, CKM cherche à sensibiliser l'opinion publique quant aux réalités de la prostitution et de la traite des êtres humains. En plus de ses refuges, Fier propose un accueil, une écoute et une assistance aux victimes étrangères de la traite des êtres humains, ainsi qu'une assistance sociale aux femmes et aux hommes en situation de prostitution.

Fondation Scelles (France)

Basée à Paris et créée par Jean et Jeanne Scelles, en 1994, la Fondation Scelles est une association reconnue d'utilité publique qui lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle à travers des actions de recherche, d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation. Grâce à son centre de recherche international sur l'exploitation sexuelle (CRIDES), la Fondation Scelles a développé une base de données internationale sur l'exploitation sexuelle rassemblant plus de 3000 études et rapports en ligne. Plus de 100 000 documents sont téléchargés chaque année sur son site web, à partir de 50 pays. La fondation publie régulièrement un Rapport mondial sur l'exploitation sexuelle. Reconnue pour son expertise, la Fondation Scelles a développé des partenariats avec des associations, des experts et des décideurs politiques à l'échelle nationale, européenne et internationale autour de projets de recherches, de plaidoyer ou de formation.

KAFA (Liban)

KAFA (assez!) Violence et exploitation est une association féministe et non-confessionnelle libanaise travaillant à une société libre de toutes formes d'oppression patriarcale à l'encontre des femmes, qu'elles soient sociales, économiques ou juridiques. Depuis sa fondation en 2005, KAFA a eu pour objectif de contribuer à l'élimination de toutes formes d'exploitation et de violences faites aux femmes. Nous nous battons pour atteindre l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. KAFA a mis en place un programme permanent sur la prostitution et la traite des êtres humains et a publié la première recherche sur les hommes clients de la prostitution au Liban. Notre association vient en aide aux victimes de la prostitution libanaises et étrangères, y compris au sein de l'importante population de réfugié.e.s.

La CLES (Canada)

La Concertation des Luttes contre l'Exploitation Sexuelle (La CLES) est une coalition de groupes et d'individus mobilisés contre l'industrie du sexe. Fondée en 2005, La CLES fédère 50 membres collectifs, plus de 150 membres individuels, et de nombreux.se.s sympathisant.e.s engagé.e.s pour un monde libéré de la prostitution. Nous mettons en œuvre trois programmes prioritaires : un soutien direct aux femmes, une politique de formation et de sensibilisation, et une action de plaidoyer politique. Nous avons aussi créé un « fonds de solidarité » unique pour les femmes en situation de prostitution afin de soutenir leurs démarches cruciales vers la sortie de prostitution. La CLES est une des principales coordinatrices de la Coalition canadienne pour l'abolition de la prostitution, et a joué un rôle déterminant dans le soutien à l'adoption d'une législation abolitionniste au Canada.

Reden and KFUKs Sociale Arbejde (Danemark)

Fondée en 1947, KFUKs Sociale Arbejde est la première association danoise de soutien global aux personnes prostituées, grâce à ses quatre centres Reden (Le Nid) à Copenhague, Odense, Aarhus, et Aalborg. Reden international, qui intervient spécifiquement auprès des personnes identifiées comme victimes de la traite des êtres humains, a été fondé en 2002 par Dorit Otzen. KFUKs Sociale Arbejde et les centres Reden (Nid) sont engagés dans des actions de plaidoyer. Mais avant tout, nos associations de terrain proposent un soutien et un refuge, des permanences

d'accueil, des conseils, une assistance sociale et de santé, incluant des groupes thérapeutiques, et un centre d'urgence spécialisé dans l'accueil des victimes de la traite des êtres humains. Nous développons actuellement un nouveau programme de Prévention avec Reden Jeunes. KFUKs Sociale Arbejde et les Nids emploient plus de 100 salarié.e.s et s'appuient sur un grand nombre de bénévoles.

Comision Malos Tratos (Espagne)

La Comisión para la Investigación de Malos Tratos a Mujeres (CIMTM) est une association fondée en 1977 qui a pour objectif de mettre fin à toutes les formes de violences à l'encontre des femmes en Espagne. CIMTM a développé plusieurs programmes de prévention, de formation, et de soutien direct aux femmes et aux enfants. Depuis sa fondation, l'élimination de l'exploitation prostitutionnelle et de la traite des êtres humains est une priorité forte de CIMTM. Dans un contexte difficile de banalisation de la prostitution, nous parvenons à succès à sensibiliser l'opinion publique et les décideurs politiques sur les réalités de l'exploitation de la prostitution.

Marta Center (Lettonie)

Le Centre de Ressources pour les Femmes (MARTA) a été fondé à Riga en 2000. Son objectif est de protéger et de promouvoir les droits des femmes en situation de prostitution, de traite des êtres humains ou victimes d'autres formes de violences faites aux femmes. Le centre Marta vise aussi à améliorer leur situation socio-économique et à promouvoir l'égalité femmes-hommes. Nous soutenons les femmes dans leur accès aux droits et offrons des formations qualifiantes, une expertise juridique et contentieuse, ainsi qu'un soutien social afin d'aider les femmes et les filles à vivre en dehors de toute violence, discrimination ou pauvreté. Marta milite aussi pour une amélioration des législations sur les questions d'égalité, de violences contre les femmes, dont la prostitution, et organise des campagnes de sensibilisation en direction du grand public.

Mouvement du Nid (France)

Fondé en 1946, le Mouvement du Nid est une association française venant en aide à plusieurs milliers de personnes prostituées, à travers 26 délégations départementales. Notre association rencontre chaque année plus de 5000 femmes,

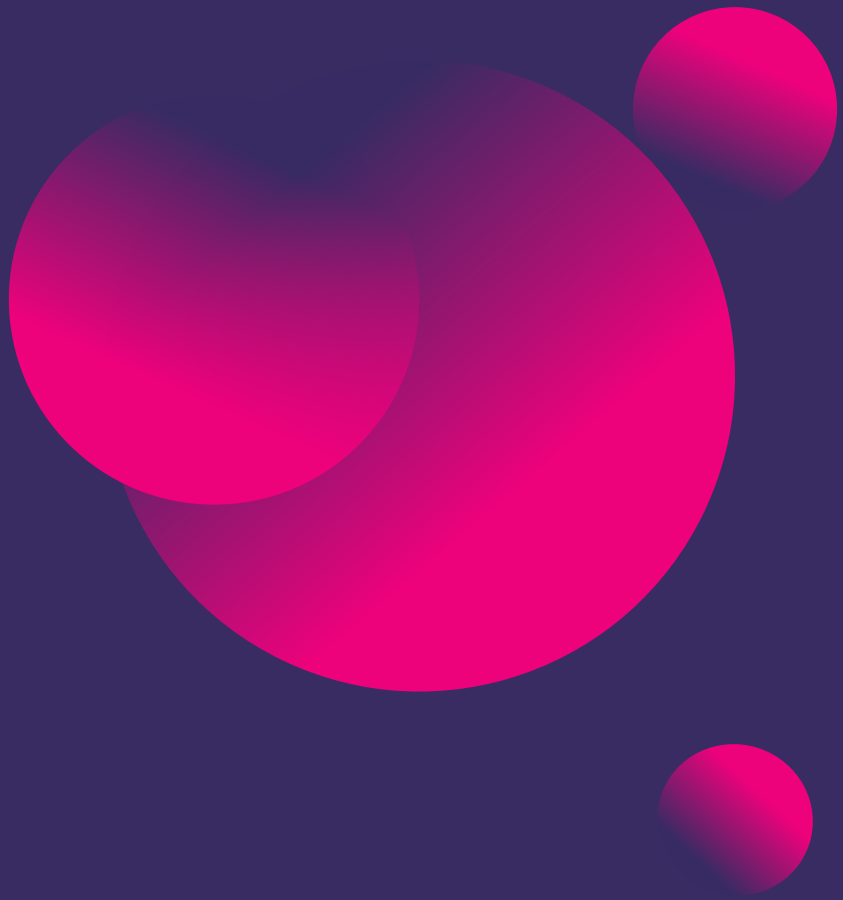
hommes et enfants en situation de prostitution. Le Mouvement du Nid apporte un soutien humain global, incluant des aides sociales, psychologiques, juridiques et médicales. Nous soutenons aussi un accès à la justice, à l'hébergement et à l'emploi. Chaque année, le Mouvement du Nid organise des formations pour plus de 3000 professionnels (travailleurs sociaux, police, justice et avocat.e.s) et intervient en prévention auprès de 20 000 adolescent.e.s. En coopération avec 60 associations de lutte contre les violences sexuelles et avec les survivantes de la prostitution, le Mouvement du Nid a coordonné la stratégie de plaidoyer visant à l'adoption d'une nouvelle loi abolitionniste globale et cohérente en France.

Ruhama (Irlande)

Ruhama est une association irlandaise intervenant à l'échelle nationale en soutien aux personnes prostituées et victimes de la traite des êtres humains. Notre association offre un soutien global gratuit, confidentiel et en dehors de tout jugement basé sur les priorités propres à chaque femme. Notre programme de soutien centré sur la personne permet de venir en aide aux femmes de multiples façons : hébergement d'urgence, écoute, soutien et soins post-traumatiques, soutien dans le dépôt de plainte, formation et développement personnel, soutien à l'insertion professionnelle, accès à l'hébergement et aux droits sociaux, aide en matière de régularisation du séjour, etc… Ruhama est aussi une association de plaidoyer et de campagnes visant à sensibiliser l'opinion publique et à changer les représentations et les politiques en matière d'exploitation prostitutionnelle et de traite des êtres humains.

Solwodi (Allemagne)

SOLWODI (SOLidarity with WOmen in DIStress) est une association de soutien aux personnes victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, de mariage arrangé et de violence domestique. Fondée en 1985 à Mombasa, au Kenya, par la Sœur Dr. Lea Ackermann, Solwodi a poursuivi son action en Allemagne en offrant un hébergement sécurisé, un soutien social des programmes d'insertion. Aujourd'hui, le réseau Solwodi compte sept maisons sécurisées et 18 centres d'accueil. Nous intervenons aussi sur les lieux de prostitution, dans la rue comme en établissements.



CAP INTL

Coalition | Abolition | Prostitution

CAP international

14 rue Mondétour,
75001 Paris - FRANCE

contact@cap-international.org
www.cap-international.org